

Objectif 1

Objectif 1: Régler les problèmes juridiques de la vie quotidienne

1.1 SENSIBILISER LE PLUS TÔT POSSIBLE - Fournir de la vulgarisation juridique ciblée, gratuite et accessible au public sur des questions juridiques fréquentes, sur différents types de solutions et sur le processus visant à faire respecter les droits.

1.2 PRÉVENIR - Favoriser les connaissances juridiques de manière à ce que les gens puissent déceler les problèmes juridiques le plus tôt possible, obtenir de l'aide préventive ou proactive et anticiper, éviter ou gérer les problèmes juridiques fréquents.

1.3 OFFRIR UNE CONTINUITÉ DES SERVICES - Développer et étendre les services juridiques pour y inclure la continuité complète de l'information, des conseils, des lignes téléphoniques d'assistance, des services en ligne, des services en personne, ainsi qu'une représentation partielle ou complète.

1.4 REPRÉSENTER LA SOCIÉTÉ CANADIENNE - Instaurer les services dont les gens ont besoin dans les collectivités où ils habitent avec les ressources leur permettant de surmonter les obstacles auxquels ils font face.

Régler les problèmes juridiques de la vie quotidienne

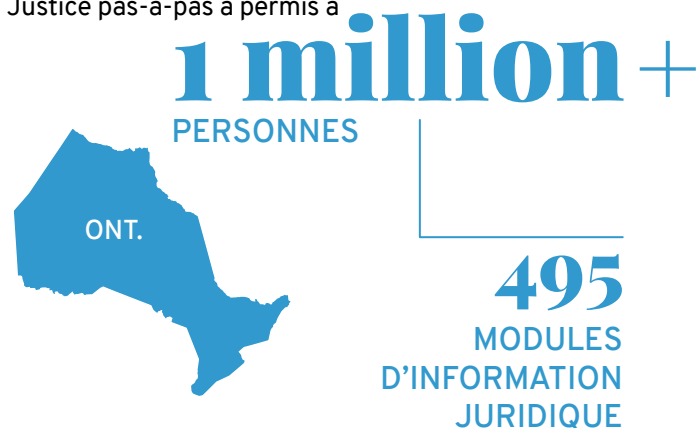
Améliorer la capacité juridique des personnes renforce leur habileté à cerner et éviter les problèmes juridiques, et à obtenir de l'aide lorsqu'ils en ont besoin. Les organismes publics d'éducation juridique sont souvent le premier point de contact pour les personnes qui essaient de comprendre leurs problèmes juridiques. Leurs ressources éducatives et les séances d'information offertes par les organismes sans but lucratif, les cliniques, les tribunaux et les avocats aident les personnes à se préparer pour les questions juridiques de la vie quotidienne.

Les services de triage et d'aiguillage font partie de la continuité des services juridiques. Déceler les besoins juridiques le plus tôt possible et lier les personnes à la fois à l'aide juridique et à d'autres types de soutien peut réduire au minimum les répercussions sur leur santé, leurs relations et leurs finances. En 2018, la gamme des services de triage, de renseignements et d'aiguillage s'est élargie dans l'ensemble du pays.

Triage et cheminements guidés

Éducation juridique communautaire Ontario a lancé le site *Justice pas-à-pas*, le complément en français à son site *Steps-to-Justice*. Il a guidé plus d'un million d'utilisateurs par l'entremise de 495 modules d'information juridique vers des renseignements en langage clair, des liens vers des formulaires, et des références à des mesures de soutien. *MyLawBC.com*, un site Web qui a pour objectif de diagnostiquer et de trier, a été mis à jour par la Legal Services Society en réponse à des commentaires des utilisateurs. Son Outil de dialogue offre désormais une plate-forme de négociation qui permet aux personnes de créer ensemble des ententes de séparation en ligne, permettant ainsi la gestion des premiers stades des transitions familiales. La L.S.S. a également mis à jour l'outil en arrière-plan pour ses cheminements guidés avec des projets pour qu'ils deviennent à source ouverte. Le Centre de ressources en justice familiale du palais de justice de Winnipeg a fourni des services de triage et d'aide pour remplir des formulaires judiciaires aux parties qui se représentent elles-mêmes. La ligne d'urgence juridique de l'organisme Pro Bono Ontario a répondu aux questions des personnes concernant le droit civil et le droit de la famille. Des conseils sommaires ont été fournis par l'aide juridique en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick pour les personnes qui essayent de comprendre un litige. Le Barreau de la Colombie-Britannique a préconisé le triage universel dans le cadre de sa Vision for Publically Funded Legal Aid (vision des services publics d'aide juridique).

Le navigateur en ligne Steps to Justice / Justice pas-à-pas a permis à



Aiguillage efficace

A2JBC a poursuivi son appui du projet Family Justice Pathfinder (projet exploratoire en justice familiale), qui relie les familles aux services. Il a travaillé avec les étudiants de

Le service Call, Click, Come-in de l'Alberta vient en aide à

17,000
PERSONNES CHAQUE MOIS



8000
ALBERTAINS

recevaient de l'aide individuelle pour comprendre les processus judiciaires dans 8 centres de soutien pour les règlements

l'Université Thompson Rivers en vue d'élaborer un outil pour aider les intermédiaires à faire des références efficaces, élargissant ainsi l'efficacité du projet. Le service *Call, Click, Come-in* du ministère de la Justice de l'Alberta a fourni des services de référence à environ 25 000 personnes chaque mois par l'entremise soit de son Centre de contact ou de ses huit Centres situés dans au palais de justice. La People's Law School a relancé le service télé-droit en tant que ressource en ligne à l'adresse *dialalaw.ca*, qui offre des renseignements sur 130 problèmes juridiques quotidiens.

Améliorer la capacité juridique

L'augmentation de la capacité juridique permet aux personnes de prévenir ou de répondre à des conflits plus facilement. L'Association du Barreau canadien (ABC) a fait la promotion de ses ressources : *Bilans de santé juridique* et *Trousse de droit préventif*, pour aider les avocats à accroître les habiletés juridiques de leurs clients. La division albertaine de l'ABC a élaboré des activités pour la Journée du droit autour des Bilans de santé juridique et de son événement de *Dialalawyer* (télé-droit). La Cour provinciale de la Colombie-Britannique a publié un document intitulé *Guide to Disputing Tickets* (*Guide pour contester les amendes*) et ses *Court Support Person Guidelines* (*lignes directrices à l'intention des personnes de soutien des tribunaux*), qui sont toutes les deux disponibles sur son site Web. La Chambre des notaires a tenu une Commission des citoyens sur le droit de la famille au Québec. Le Projet Access to Legal Information (accès à l'information juridique) de la Saskatchewan, un partenariat entre CREATE Justice, Aide juridique de la Saskatchewan et d'autres partenaires du secteur juridique ont commencé leur examen de l'accès rapide dans la province.

Semaine de l'accès à la justice

Des événements communautaires publics ont eu lieu dans quatre provinces au cours de la semaine d'accès à la justice en octobre. Le Groupe d'action sur l'accès à la justice (TAG) a organisé des programmes qui portent sur la santé mentale, les services dans les langues autochtones et le droit de la famille. Un programme d'études offert par un groupe intersectoriel de bénévoles à Sault Ste. Marie a invité un aîné de la Première nation de Garden River pour parler à des élèves du secondaire de l'importance de la plume d'aigle. En Colombie-Britannique, des étudiants des trois facultés de droit ont participé à des séances axées sur l'empathie et la compréhension des besoins des parties qui se représentent elles-mêmes. Des activités ont eu lieu pour la première fois en Alberta axées sur la programmation en ligne. Les activités de la semaine d'accès à la justice menées par le Réseau de l'accès à la justice de la Saskatchewan comptaient des programmes pour les étudiants, les professionnels juridiques et le grand public.

Séances d'information juridique

Les services de médiation ont offert des séances d'information communautaires gratuites au Manitoba. L'Unité d'Éducation et d'information juridique du ministère de la Justice de l'Alberta a dispensé des cours sur les questions relatives au droit de la famille. Éducaloi a proposé des séances sur la Navigation des soins de santé et l'investissement pour les personnes âgées au Québec tandis que la Chambre des notaires a offert son aide au moyen de cliniques juridiques Juripop. Le centre d'aide juridique a offert 19 ateliers éducatifs sur les petites créances, les successions, le droit de la famille et les interactions avec la police à Winnipeg. L'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse a offert des services sans frais par téléphone ou en personne au Centre d'information juridique bilingue en Nouvelle-Écosse. La Public Legal Association de la Saskatchewan a lancé un site Web pour le projet Listen, fournissant des ressources pour les survivants d'agression sexuelle en Saskatchewan. Le Centre de justice de proximité de la grande région de Montréal a mené des séances d'information sur la loi sur le logement et la consommation pour les nouveaux arrivants qui apprennent le français. Au Manitoba, la Community Legal Education Association a dirigé une conférence sur les testaments et les successions, un bureau du conférencier et un cours communautaire de formation juridique intermédiaire axé sur la capacité juridique.

La ligne d'information sur le droit de la famille (bilingue) sans frais du Service public d'éducation et d'information juridiques du Nouveau-Brunswick a aidé

2000
INTERLOCUTEURS DIFFÉRENTS



Des vidéos pour aider les parties qui se représentent elles-mêmes ont été produites à la fois par l'aide juridique de la Nouvelle-Écosse et les Cours de la Nouvelle-Écosse. Les élèves des écoles secondaires ont été invités à la journée « Spread the love » (« journée amour ») au palais de justice et des séances d'information ont été offertes en partenariat avec les programmes *Phoenix* pour la jeunesse et *reachAbility* à Halifax. La clinique juridique communautaire de Saskatoon, CLASSIC, s'est orientée sur l'habilitation dans ses ateliers sur l'autonomie sociale. Le Réseau ontarien d'éducation juridique a dirigé des ateliers pour les jeunes qui vivent dans des logements sociaux au sujet de leurs droits avec la police. Il a fourni des formations en matière de compétences pour les nouveaux arrivants, les jeunes mères et les jeunes. À St. John's des séances d'information juridique ont été tenues au pénitencier. La PLIAN a également mis à disposition de nouvelles ressources pour les réfugiés, les immigrants récents et les travailleurs étrangers temporaires à Terre-Neuve axées sur la location à usage d'habitation, les normes du travail et le droit de la famille. La Community Legal Information Association of P.E.I. a fourni des présentations gratuites dans la collectivité et les habitants de l'île ont été invités à des séances éducatives aux palais de justice de Charlottetown. Pro Bono du Québec a établi un partenariat avec le Centre de la santé Tulattavik de l'Ungava pour fournir des services et des séances d'information aux femmes à Kuujuaq. Il a également lancé la nouvelle version du *Répertoire des ressources juridiques gratuites ou à faibles coûts au Québec* avec des renseignements mis à jour sur 400 soutiens communautaires sur boussolejuridique.ca.

L'Association d'éducation juridique communautaire du Manitoba a distribué

5849
PUBLICATIONS JURIDIQUES
EN LANGAGE SIMPLE
et a reçu
344,685
VISITES SUR SON SITE WEB

Des citoyens de la Colombie-Britannique à la recherche de renseignements juridiques ont consulté

997,638
FOIS LE SITE WEB DES TRIBUNAUX
PROVINCIAUX DE LA COLOMBIE
BRITANNIQUE



850,000
FOIS LE SITE WEB DE LA JUSTICE
EDUCATION SOCIETY OF BC

Nouvelles ressources sur le droit

Des ressources papier, vidéo et audio au sujet de la loi ont continué d'être mis à jour et élargis pour répondre aux besoins d'un plus grand nombre de collectivités et pour tenir compte de l'évolution des lois. Le Forum canadien sur la justice civile a publié des infographies sur les différentes options de règlement des différends dans le droit de la famille. Aide juridique Ontario a traduit cinq de ses brochures dans les dix langues les plus demandées. La Law Society of Nunavut a publié une nouvelle bande dessinée sur les questions d'éviction dans le territoire. Éducaloi a terminé de nouvelles vidéos avec des ateliers complémentaires sur les droits des consommateurs, les testaments en vertu de la *Loi sur les Indiens* et les problèmes juridiques courants auxquels les jeunes font face. La Public Legal Education Association of Saskatchewan a finalisé les nouvelles ressources sur le logement, le droit de la famille et la démocratie et a lancé le site Web *teacher.plea.org*.

Le magazine LawNow a publié des renseignements et des commentaires au sujet du droit en langage simple. La Community Legal Education Association au Manitoba a distribué 5 849 publications imprimées, y compris des nouvelles brochures sur les testaments, les successions, les procurations et les directives sur la santé. Le Service public d'éducation et d'information juridiques du Nouveau-Brunswick (SPEIJ-NB) a révisé son guide de la Cour des petites créances et a créé neuf nouvelles fiches d'information sur le droit de la famille, en anglais et en français, qui ont été affichées en ligne et envoyées par la poste aux principaux intervenants.

Trouver la loi en ligne

Plus de 850 000 habitants de la Colombie-Britannique ont visité l'un des sites Web de la Justice Education Society. 250 organisations ont été affichées dans le répertoire en ligne du National Self-Represented Litigants Project (projet national des plaideurs qui se présentent eux-mêmes devant les tribunaux). La Legal Information Society de la Nouvelle-

Écosse a maintenu son application de rédaction de testaments et a offert une nouvelle application pour les petites créances. Les sociétés du droit en Ontario et dans les Territoires du Nord-Ouest ont toutes les deux mis à jour leurs sites Web pour mettre l'accent sur l'accès du public à l'information, les références aux avocats et les ressources. Le wikibook de *J.P. Boyd sur le droit de la famille* continue d'offrir des renseignements à jour au sujet du système. Le ministère de la Justice du Québec fait la promotion des services juridiques dans tous les médias sociaux. La Cour provinciale de la Colombie-Britannique a été active sur Twitter et ses bulletins d'information toutes les deux semaines expliquant que les procédures judiciaires avaient été visionnés 60 431 fois.

Atteindre davantage de personnes

Le ministère de la Justice du Canada a utilisé un point de vue axé sur l'égalité des sexes pour mettre en évidence l'égalité dans sa rédaction des propositions législatives et ses réformes. La Law Foundation of BC a accordé 2 millions de dollars pour la vulgarisation et l'information juridiques. En Ontario, le financement de la Fondation du droit a produit 79 595 ressources sous forme de textos, vidéo et audio, et a formé 38 427 jeunes et adultes. Le Barreau de l'Ontario a lancé une campagne de sensibilisation du public – *Le Barreau avec vous, pour vous* – en version imprimée, dans les transports en commun, à la radio et dans les médias numériques afin de générer la compréhension de la façon dont la SBO peut avoir accès aux services juridiques lorsqu'ils en ont besoin.

Le financement de la Fondation
du droit de l'Ontario a permis de
produire

79,595
RESSOURCES
DOCUMENTAIRES,
VIDÉO ET AUDIO



et de former

38,427
JEUNES ET ADULTES